



COMPTE RENDU DU COMITÉ TECHNIQUE LOCAL DU 21 JUIN 2017

A l'ordre du jour :

- 1- Exécution du budget 2016 et budget prévisionnel 2017
- 2- Baromètre social DGFIP et DDFiP Morbihan
- 3- Aménagement de la cartographie des résidences d'affectation nationale (RAN) du Morbihan
- 4- Point d'actualité sur le réseau et les missions
- 5- Mouvement des géomètres

➔ 1- Exécution du budget 2016 et budget prévisionnel 2017

Entre réfaction, rebasage et abondement, le budget 2016 s'est élevé à 3 931 128€, pour la Direction du Morbihan.

Malgré tout, le département a pu investir en matériel informatique : 500 écrans et environ 300 unités centrales, dans le cadre du plan ergonomie. La notification initiale du budget 2017 s'élève à 3 128 982 € et est encore en baisse, de 6,71%, soit - 147 000 €.

Le déploiement du marché SOLIMP est achevé et a permis de faire des économies sur les mopiesurs.

Le plan de réduction des dépenses d'affranchissement se poursuit mais nous sommes très dépendants des tarifs de La Poste qui sont en

constante hausse.

Concernant les travaux dans le département, la chaudière de Jérôme d'Arradon sera financée par l'obtention de crédits de la Centrale.

Mme Castrec nous a informé que le ratio de 12m2/agent était dépassé dans le Morbihan et qu'il faudra optimiser...

Le Directeur veut continuer à maîtriser les postes frais de déplacement et affranchissement, la Direction du Morbihan semblant être grosse consommatrice d'AR.

La DGFIP et le Ministère continuent à rogner sur les budgets alors que les besoins sont immenses.

➔ 2- Baromètre social DGFIP et DDFiP Morbihan

A la demande de la CGT, le baromètre social de la DDFiP Morbihan est à l'ordre du jour.

Quelques chiffres pour commencer : 45% des agents du 56 ont répondu.

- 14% des agents du Morbihan estiment que la DGFIP évoluent dans le bon sens.
- 13% estiment que le climat social est bon.
- Un rythme de changement trop rapide à 60%. Quand même 2% n'ont pas vu de changement significatif !
- Travailler dans l'urgence, avoir le sentiment

de ne pas pouvoir faire face, faire un travail complexe sont très présents.

- 66% ne sont pas satisfaits de leur charge de travail.
- Le stress lié au travail est en hausse
- L'optimisme dans le Morbihan n'est absolument pas de mise (16%).

- La rémunération et les conditions de vie au travail sont les chantiers prioritaires pour les agents.

La Direction a répondu en disant que le baromètre était un outil intéressant mais que les résultats du Morbihan étaient « curieux » : nous avons une boutique qui tourne mais les agents sont pessimistes. La situation du Morbihan interpelle.

Le Directeur compte sur le séminaire du 22 juin pour construire un plan d'action.

Sachant que les marges de manœuvre sont faibles, le Parlement décidant des moyens d'action.

Le Directeur pense qu'il est possible d'améliorer la situation dans le Morbihan. Pour lui, la moyenne d'âge des agents conditionne aussi les résultats.

Suite à nos multiples demandes, il semble avoir compris qu'il fallait annoncer les réformes largement en amont afin de permettre aux agents de se positionner et d'anticiper leur évolution de carrière.

Il souhaite également travailler sur les risques psycho-sociaux.

La priorité, c'est de donner des moyens humains à la DGFIP.

➔ 3- Aménagement de la cartographie des résidences d'affectation nationale (RAN) du Morbihan

L'intersyndicale du Morbihan a demandé que ce point fasse l'objet d'un vote. La Direction Générale a informé les directions locales que ce n'était pas prévu.

Une pétition a circulé dans tous les services du Morbihan, elle a recueilli 460 signatures.

La Direction a essayé de justifier cette fusion des RAN. Elle réclame plus de souplesse dans l'affectation des agents. Les RAN de Pontivy et Ploërmel sont problématiques, Gourin et Le Palais également.

La CGT a demandé le maintien des RAN actuelles. La direction, énervée, a fini par lâcher qu'elle serait prête à geler des postes pour affecter du personnel dans les services peu demandés.

Si les RAN de Pontivy et Ploërmel sont très peu demandées, la CGT a démontré que la Direction avait sa part de responsabilité.

En effet, depuis la « mission 2003 » (SAUTTER), on n'arrête pas de nous dire que ces résidences sont menacées de disparition, des services ont ou vont quitter ces résidences : SPF, CDIF et FI.

Il ne faut dès lors pas s'étonner que les demandes d'affectation sur ces résidences ne soient pas nombreuses !

Pour les élus CGT, ce projet de fusion de RAN va modifier les conditions d'affectation des futurs agents mutés ou promus.

Les RAN sont modulées pour compenser les difficultés dues aux suppressions et aux vacances d'emplois, donc des choix politiques qui échappent aux agents mais dont ils sont victimes.

Pour la CGT, c'est un pas de plus dans la mise en cause du droit du fonctionnaire à choisir son affectation, à décider de sa mobilité, pour aller vers une mobilité forcée.

Cette décision permet l'accompagnement des restructurations, des fusions de service voire des suppressions de site au détriment des droits et garanties des collègues.

Cet élargissement des RAN est inadmissible, il va à l'encontre des droits des agents à être affectés le plus finement possible.

La solution n'est pas la fusion des RAN mais bien l'arrêt des suppressions d'emplois !

Ces suppressions pénalisent tous les agents et les services et sont encore plus insupportables pour les « petites trésoreries ».

Cette décision de fusion des RAN engendrera de nouveaux RPS.

La direction, à travers cette mesure, n'a pas démontré qu'elle améliorera la situation.

Privées de vote, l'ensemble des organisations syndicales a émis un avis **contre** la fusion des RAN, en lien avec la pétition.

La Direction essaie en permanence de culpabiliser les OS qui s'opposent à cette décision !

➔ 4- Point d'actualité sur le réseau et les missions

Les OS souhaitent avoir des précisions concernant l'évolution du réseau ainsi que la situation de certains services.

Le Directeur nous a confirmé qu'il allait proposer au Ministre la **fermeture** des trésoreries d'**Allaire, Guéméné, Guer** et **La Gacilly**. Il va rencontrer les élus.

Il envisage également la fermeture du **Palais** mais se montre plus prudent.

Son principe : calquer la carte des intercommunalités avec le réseau des trésoreries, ce qui promet d'autres fermetures. Sauf que Le Palais est siège d'interco !

Autres informations: une réflexion est engagée sur le secteur des recettes non fiscales sans précision pour

le moment.

Concernant la division du Personnel, la constitution du CSRH à Saint Brieuc est annoncée en 2019.

La CGT et Solidaires sont intervenus sur la situation extrêmement tendue en termes d'effectifs au **PCR**. La Direction espère que la situation sera meilleure au 1^{er} septembre...

Nous avons alerté la Direction sur les mises en place du SPFE, PELP et PTGC au 1^{er} septembre.

La CGT continuera de se battre contre ces projets néfastes au service public de proximité.

➔ 5- Mouvement des géomètres

1 collègue est affecté à Pontivy. 1 autre quitte Auray pour Vannes, le CDIF étant supprimé.

Pétition intersyndicale CGT, Solidaires, FO,CFDT

FUSION DES RAN DANS LE MORBIHAN : ENCORE UNE MAUVAISE NOUVELLE POUR LES AGENTS !

Le directeur du Morbihan a mis à l'ordre du jour du prochain comité technique la fusion des RAN. Il propose de conserver uniquement 2 RAN pour 2018 (au lieu de 5 aujourd'hui).

Alors que le comité technique de réseau du 16 janvier dernier parle « d'aménagement ponctuel », notre DDFiP propose de bouleverser complètement l'organisation départementale, sans tenir compte des conséquences pour les agents.

Il est proposé de fusionner les RAN sur Vannes et Lorient.

Et demain, pourquoi pas 1 seule RAN départementale voire régionale ?

Après les suppressions massives d'emplois, les restructurations et fusions en tous genres, les attaques récentes contre les concours et la promotion interne etc..., le DDFiP en rajoute une couche avec ce projet.

DEVONS-NOUS ACCEPTER, que de nombreuses RAN disparaissent ainsi du territoire national, réduisant ainsi les possibilités de choix lors des mutations ?

DEVONS-NOUS ACCEPTER ces fusions de RAN au mépris de nos garanties et de nos revendications d'être affectés le plus finement possible ?

DEVONS-NOUS ACCEPTER ce pouvoir accru qui sera donné aux directions locales d'affecter les agents uniquement en fonction des besoins supposés de l'Administration, au sein de RAN dont le périmètre géographique aura triplé ? Ce sera de la mobilité forcée !

Ces RAN beaucoup plus étendues dégraderont les conditions de vie personnelle des agents : allongement des temps de transport, plus de dépenses, plus de fatigue et désorganisation de la vie personnelle et familiale

Les organisations syndicales du Morbihan s'opposeront à ce projet lors du CTL convoqué le 21 juin prochain. Elles invitent d'ores et déjà tous les agents à s'opposer à ce projet de fusion en signant massivement cette pétition.

NON A UNE NOUVELLE DEGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS !

Vos élus CGT en CTL :

Christophe RISSEL
Patricia RETIF

Ludovic GUIBOUD
Stéphane GALLAIS